

Jubilé 2000 – Allégement de la dette des HIPC

Un pas dans la bonne direction... mais beaucoup reste à faire

Pour réduire la dette des pays les plus pauvres et lourdement endettés (HIPC), les chefs d'Etat des sept grands pays les plus industrialisés (G7) – réunis les 18 et 19 juin à Cologne – ont décidé *d'accélérer, de renforcer et d'élargir* les projets définis lors des différents sommets depuis Toronto en 1988. En fait, ils ont confirmé les décisions des ministres des Finances (réunis une semaine plus tôt à Francfort) visant à élargir les critères d'éligibilité pour bénéficier de l'"initiative HIPC" prise en 1996 au sommet de Lyon. Jusqu'à cette date, les critères très stricts n'avaient permis qu'à quatre pays (la Bolivie, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda et le Mozambique) de bénéficier d'un allégement de leur dette.

Photo: Pierre Verger,
Katanga, Zaire, 1951



Le nouveau cadre de référence

Désormais, pour être éligible, les pays devront avoir une dette représentant plus de 150% de leurs recettes d'exportation (contre 200 à 250% jusqu'ici) et plus de 250% de leurs recettes fiscales (contre 280%). Par ailleurs, leur service de la dette devra représenter plus de 20% de leurs exportations (contre 40%) et plus de 15% de leurs revenus fiscaux (contre 30%). Selon ces nouveaux critères quelque 36 pays (contre 21) devraient être éligibles, mais 28 seulement vont se qualifier avant la fin de l'an 2000. Au total l'effort supplémentaire fourni par les pays du G7 pour alléger la dette portera sur quelque 70 milliards de dollars et réduira de plus de la moitié le poids de la dette totale des pays les plus pauvres.

Pour accéder à ces allégements, les pays endettés devront faire preuve de leur volonté de gérer convenablement leurs finances, tout en aidant - c'est nouveau - les plus défavorisés au sein de leur population. Ils devront donc appliquer pendant trois ans (et non plus six) des plans d'ajustement structurels, en attribuant des crédits notamment à l'éducation et à la santé.

Qui paiera? A vrai dire, cette question n'est pas vraiment tranchée; la répartition reste floue. En effet, les chefs d'Etat des pays du G7 se sont limités à des déclarations d'intention et à des engagements de principe, mais aucune clé de répartition précise n'a été retenue. Un seul point semble acquis: le FMI devrait vendre sur le marché environ 10% de son stock d'or ce qui devrait dégager quelque 27 milliards de dollars. Notons qu'au sujet du financement les chefs d'Etat ont également approuvé la proposition

du Premier Ministre britannique Tony Blair visant la création d'un "Fonds du millénaire", dans lequel les (1000) plus grosses entreprises seraient invitées à participer au financement de l'allègement de la dette. Tout le reste du programme de financement devra être élaboré dans les semaines à venir et fera l'objet des discussions de la prochaine session (septembre 1999) du FMI.

Les réserves des ONGs

En marge de la réunion du G7, deux manifestations diamétralement opposées ont eu lieu. La première a largement soutenu la dynamique de l'allègement. Il s'agit de l'appel des ONGs, Eglises et autres associations revendiquant une réduction substantielle de la dette et la création d'un fonds assurant que la contrepartie de la dette annulée soit consacrée à des investissements dans le développement humain. Par rapport aux objectifs des ONGs, les résultats du G7 restent en retrait sur au moins trois points.

Si les décisions du G7 sont un pas dans la bonne direction, les sommes avancées sont largement insuffisantes. Le chancelier allemand Gerhard Schroeder a lui-même relativisé la générosité du G7 en signalant que l'annulation est en fait "de l'argent que nous avons perdu depuis longtemps".

En outre, les engagements de principe nécessitent encore clarification et concrétisation. ("Und wie so oft steckt der Teufel auch hier im Detail.") Si les tiraillements entre les pays du G7 – perceptibles au cours des derniers mois au sujet des clés de répartition – devaient se poursuivre, la mise en application serait, à nouveau, reportée.

Finalement, en plus de la modestie des engagements et de l'absence de mesures concrètes, il faut déplorer que les mécanismes de suivi et de contrôle restent concentrés au niveau du FMI. L'idée de la création d'un fonds ("Gegenwert-fonds") - géré e. a. par des représentants de la société civile et visant l'allocation des sommes à des projets concernant les plus pauvres de la population - n'a malheureusement pas été retenue.

La dynamique de la campagne Jubilé 2000

En dépit de ces éléments plutôt limités, il convient de souligner quelques points très positifs de la campagne "Jubilé 2000". Il est indéniable que le problème de l'endettement – qui

sévit depuis 1982 – a été rendu plus perceptible pour une plus large partie de l'opinion publique. Par ailleurs, on est en droit de conclure que les actions des ONGs, des Eglises et des autres associations ont sensiblement contribué à la prise en considération de ce problème et à l'orientation des actions au niveau du G7. Même le *Financial Times* a reconnu l'envergure et l'impact de la campagne Jubilé 2000 en la qualifiant de "croisade qui marche et qui devient de plus en plus populaire. Jamais depuis le mouvement antiapartheid une cause n'a reçu autant de soutien".

Rappelons que le mouvement a pourtant commencé modestement. Dans une université anglaise à Keele, dans le nord de l'Angleterre, où un professeur d'économie peu connu, Martin Dent¹, aujourd'hui âgé de 72 ans, poursuit ses études très critiques sur l'aide au tiers monde. Reconnaisant les influences chrétiennes et bibliques qui marquent ses travaux, Martin Dent expose en 1990 l'idée d'une action Jubilé 2000 devant une quarantaine d'étudiants à Keele et il leur fait signer une pétition. La même année, la thèse est reprise par le Conseil des Eglises d'Afrique et Martin Dent la développe devant le congrès de son parti, les libéraux-démocrates à Blackpool. La campagne était lancée.

Depuis 1996, le succès a dépassé toutes les espérances des promoteurs de UK Jubilee 2000, notamment en Grande-Bretagne, où 7 millions de signataires ont approuvé les revendications par le biais de la pétition. UK Jubilee 2000 a des antennes dans plus de 50 pays. En marge du sommet G7 les représentants de ce mouvement international ont pu remettre à M. Gerhard Schroeder, le Président en exercice du G7, les 17 099 748 signatures (dont 13 500 recueillies au Luxembourg) revendiquant un allègement de la dette du tiers monde et des actions de développement humain. Par ailleurs, quelque 35 000 personnes sont allées à Cologne pour s'associer à la chaîne humaine et pour participer aux manifestations animées e. a. par Bob Geldoff et Bono, le chanteur du groupe U2.

Des critiques contradictoires

Malgré les divergences sur les modalités, la dynamique retenue par les responsables politiques du G7 et par les ONGs est bien la même: alléger la dette des pays les plus pauvres. Cette orientation n'est toutefois pas unanimement partagée. En marge du G7, deux économistes (Jürgen Donges et Georg von Fürstenberg) ont – au

**Qui paiera?
Cette question
n'est pas
vraiment
tranchée.
Aucune clé de
répartition
précise n'a été
retenue.**

“La campagne Jubilé 2000 est un vivant exemple d’une globalisation de la base, qui montre que le modèle économique dominant n’est pas sans alternatives”.

**Oscar Rodriguez,
évêque du Pérou**

cours d’une manifestation organisée par la Chambre de commerce et de l’industrie de Cologne – fortement critiqué cette initiative. Donges a, entre autres, avancé que l’allègement de la dette constituait un gaspillage d’argent public, du fait que les dictateurs responsables par le passé de la mauvaise gestion de leur pays, seraient encore soutenus à poursuivre leur politique désastreuse.

Face à ce type de critique, l’on ne peut que regretter que la proposition des ONGs visant la création d’un fonds (“Gegenwertfonds”) n’ait pas été retenue. La mise en place d’une telle instance – cogérée par des représentants externes – devait justement éviter une mauvaise allocation des crédits. Plus fondamentalement, le Prof. Donges passe sous silence le sort des plus pauvres dans les pays concernés. Par ailleurs, sa critique ne vise qu’une des deux parties du contrat de dette. Or, comme dans chaque contrat, une part de responsabilité revient aux deux cocontractants. Il est du devoir du créancier (en l’occurrence souvent des organisations internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale) de faire respecter les conditions par les débiteurs² (souvent des dictateurs, selon les termes du Prof. Donges). Comme l’allègement de la dette des HIPC concerne en grande partie ces organisations, il reste à espérer que les nouvelles procédures seront mieux suivies.

Le Prof. von Fürstenberg a, pour sa part, contesté le fait qu’une fraction importante des sommes réservées au remboursement de la dette vienne amputer les budgets sociaux; il a argué que les dettes ne sont remboursées que sur base de nouveaux financements par les organisations internationales. La véracité de ce raisonnement devrait sans doute être soumise à un examen critique. Nonobstant ce fait, cet argumentaire suscite deux remarques. D’un côté, il renforce

la responsabilisation des organisations internationales; dans la mesure où ces dernières devaient constater une mauvaise gestion (cf. Donges), elles auraient dû revoir les contrats – au plus tard – lors des procédures de rééchelonnement. D’un autre côté, il doit être admis que les sommes réservées au remboursement de la dette sont venues manquer, directement ou indirectement, dans l’enveloppe d’aide au développement à accorder par les organisations internationales. Au cours des dernières années cette aide au tiers monde a sensiblement diminué.

En refusant l’allègement de la dette on risque de pénaliser les plus démunis et non pas les dictateurs. De ce fait plus général et en raison des contradictions inhérentes à leur argumentaire, les positions des économistes cités doivent être réfutées. Par contre, il semble évident que toute remise de dette doit être conditionnée; l’allègement, voire la remise de la dette nécessite des mesures d’accompagnement efficaces. Les ONGs le soulignent clairement dans leurs papiers; maints experts les ont confirmées dans leur approche générale. Rappelons à ce sujet qu’aux Etats-Unis, l’économiste Jeffrey D. Sachs, directeur du Centre pour le développement international de l’Université de Harvard assume le rôle de conseiller de la campagne Jubilé 2000.

Un processus intéressant a été entamé et il faudra maintenant entretenir la dynamique. Selon l’évêque du Pérou Oscar Rodriguez (présent à Cologne), “la campagne Jubilé 2000 est un vivant exemple d’une globalisation de la base (‘Globalisierung von unten’), qui montre que le modèle économique dominant n’est pas sans alternatives”. Un pas important a été franchi dans la bonne direction. La mise en application et les mesures d’accompagnement efficaces et équitables devront être élaborées – espérons dans les semaines à venir.

Guy Schuller



¹ Au siècle dernier, l’arrière grand-père de Martin Dent fut le leader de la campagne britannique pour abolir l’esclavage.

² Le Wall Street Journal du 18 juin 1999 a rappelé cet aspect avec pertinence : “It takes two to create bad debt – not just wastrel borrowers, but also rash lenders. And who, exactly, are these heedless lenders who financed all those bad government projects and helped these poor countries dig themselves the deep holes from which places like the IMF and World Bank would now save them? Answer: The heedless lenders have been the very same World Bank and IMF...”